

# LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION  
93, rue du XXXI Décembre - Genève  
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an  
} Autres pays. 9 fr. —

## A NOS LECTEURS

*Avec le présent numéro, "La Serbie", cesse de paraître en Suisse. Sa rédaction sera transférée à Belgrade où, tout en restant sur le terrain national, notre journal s'occupera également des problèmes intérieurs devant lesquels notre nation unie se trouve ou se trouvera après la signature de la paix.*

*En prenant congé de la Suisse, nous tenons à dire que nous nous rappellerons toujours l'accueil hospitalier et amical que nous avons trouvé à Genève dans la période la plus tragique de notre existence nationale.*

*Après la catastrophe serbe de 1915 et l'occupation totale du pays, les fondateurs, rédacteurs, et collaborateurs de notre journal avaient choisi Genève pour y défendre, par la plume, la cause de la Serbie. Nous avons préféré Genève à n'importe quel pays allié pour deux raisons : d'abord pour rester en contact le plus proche avec notre patrie envahie et ensuite, chose non moins importante pour avoir toute liberté d'exprimer notre pensée et de réclamer en faveur de notre droit. La Suisse seule nous offrait cette possibilité et nous lui en sommes reconnaissants à jamais. Nous avons respecté la neutralité suisse en nous conformant strictement et scrupuleusement aux lois et règlements en vigueur et nous osons espérer que nous ne laissons pas non plus un mauvais souvenir derrière nous.*

*Nous sommes heureux que Genève ait été choisie comme siège de la Société des Nations. Notre pays y a prêté son concours bien modeste, mais il partait du cœur et répondait à nos convictions. En effet, Genève a fait ses preuves pendant la guerre. Nous qui y avons vécu, qui y avons lutté, nous avons su apprécier la valeur de ce capital moral que représente pour la libre Helvétie et pour le monde entier la ville de Rousseau.*

*La tâche de notre journal est terminée en Suisse. Notre peuple est libre et uni. Le dernier des impérialismes, celui de Sonnino, agonise. Quelle que soit la solution pratique qui sera donnée au problème de nos frontières, la nation unie des Serbes, Croates et Slovènes vivra et saura défendre son intégrité. Et nous espérons que les liens qui ont été noués entre la Serbie émigrée et la Confédération helvétique, ne sont que le prélude de relations économiques et politiques très intimes entre le Grand Royaume uni qu'est devenu la petite Serbie et la Suisse démocratique et hospitalière.*

Rédaction de "La Serbie".

## Le traité de paix

Le projet de paix présenté aux plénipotentiaires allemands est trop volumineux pour pouvoir être examiné à fond dans un article de journal. Néanmoins une appréciation d'ensemble s'impose et cela d'autant plus que des critiques injustifiées ont été adressées au projet, non seulement par les Allemands, ce qui était à prévoir, mais aussi par la presse alliée, tout particulièrement par la presse italienne.

Il s'agit d'examiner d'abord la question préalable, sur le caractère général de la paix de Versailles. Il restera à voir ensuite la valeur des modalités par lesquelles on a cru nécessaire et utile de préparer et d'assurer cette paix.

Lorsque, par suite du développement formidable de son commerce et de son industrie, l'Allemagne fut devenue une puissance mondiale de premier rang, elle se trouva devant l'alternative suivante : ou bien collaborer avec d'autres puissances mondiales au gouvernement économique et politique du monde et prendre peu à peu, par les moyens pacifiques, la place à laquelle son travail et sa productivité lui donnaient droit; en un mot, conserver à la rivalité et à la compétition des grandes puissances son caractère élevé de concours pacifique en vue d'obtenir le maximum de résultats pour le bien de l'humanité; ou bien entrer en lutte ouverte avec d'autres puissances, partir du point de vue de l'incompatibilité de la culture germanique avec la civilisation anglo-latino-slave, admettre comme critérium suprême du progrès la raison de la force et risquer, par conséquent, à un moment donné, la guerre générale. L'Allemagne a choisi cette dernière solution à laquelle toute l'orientation de son développement politique et économique de 1870-1914 la poussait et qui répondait mieux aux conceptions matérialistes de la science et de la philosophie allemandes. Ce point est aujourd'hui universellement acquis et personne en Allemagne ne con-

testera que la victoire des armes germaniques aurait signifié la domination absolue du germanisme sur le monde entier, domination organisée selon les conceptions germaniques. Les deux paix de Brest-Litovsk et de Bucarest ne donnent qu'une idée incomplète de la paix allemande à laquelle on avait songé à Berlin, en 1914. La paix de Brest-Litovsk et celle de Bucarest ne furent pour les Allemands que des arrangements transactionnels auxquels on a dû procéder faute de mieux. La victoire germanique n'a pas été aussi décisive qu'on l'avait escomptée, et le monde fut sauvé d'un système gouvernemental purement allemand qui aurait été appliqué sur toute la terre, sur les mers et dans les airs. Les offres de paix faites par l'Allemagne au cours de la guerre ne furent que la conséquence de cette victoire incomplète des armes germaniques. L'Allemagne voulait obtenir la cessation des hostilités, l'ajournement de la lutte pour des temps meilleurs. Le coup de 1914 n'ayant pas porté, on voulait terminer la partie en remise.

Les puissances alliées, quoique battues à plusieurs reprises n'étaient nullement disposées à accepter cette solution du conflit qui les aurait obligées à des armements permanents ou bien à la reddition ultérieure sans combat, c'est-à-dire à l'esclavage perpétuel. Leurs contre-propositions contenues dans leur réponse à la première note du président Wilson, ainsi que toute la discussion qui s'ensuivit, au sujet des conditions de la paix, n'avaient point d'autre but que de démasquer le piège allemand. On savait, en effet, que l'Allemagne ne renoncerait jamais de plein gré à ses possessions et à ses visées impérialistes. Ce n'est, en effet, que lorsque la force militaire allemande fut brisée et que les Allemands se virent battus que leur gouvernement se rallia à l'idéologie alliée en acceptant les principes de Wilson, mais cette acceptation posthume ne confère à l'Allemagne aucun titre particulier à se

soustraire aux légitimes conséquences de sa préméditation. L'Allemagne a demandé l'armistice et la paix, non pas à cause des principes Wilson qui n'étaient nullement nouveaux pour elle et qu'elle connaissait déjà en juillet-août 1914, aussi bien qu'en octobre-novembre 1918. Elle a capitulé parce que matée par les armées alliées.

Les puissances alliées ont donc à conclure la paix non pas avec une Allemagne qui aurait changé de mentalité et qui serait revenue sur ses plans primitifs, par un effort intérieur, par une purification de l'atmosphère militariste et impérialiste dont étaient pénétrés les meilleurs esprits allemands, mais avec une Allemagne battue et impuissante à réaliser ses desseins. Nous ne nions pas cependant qu'un certain changement ne se soit produit, et que le premier pas n'ait été fait vers la démocratisation de l'Allemagne. Seulement ce changement ne produira son effet qu'ex nunc; il est plus à la surface qu'au fond du caractère et de la mentalité allemands.

La paix que nous dictions à l'Allemagne apporte la liberté à tous les peuples et consacre dans le monde la prépondérance des puissances pacifiques. La suprématie actuelle anglo-saxonne, en attendant le relèvement de la Russie, est supportable parce qu'elle ne menace pas les petits peuples. Comme puissance mondiale, l'Allemagne n'existera plus pendant un temps assez long, et cela permettra au peuple allemand de réparer, par le travail, les torts et les crimes commis. La paix avec l'Allemagne devait être une paix d'expiation et elle le sera. Les protestations allemandes basées sur les principes de Wilson sont donc déplacées, car ces principes s'appliquent autrement aux peuples agresseurs qu'aux peuples victimes.

Pour ce qui concerne les modalités particulières de cette paix que les Alliés veulent imposer à l'Allemagne, le sujet prête à discussion. Mais dans son ensemble et par son caractère général, le traité de paix, tel qu'il est sorti des délibérations alliées, correspond aux circonstances créées par l'agression allemande et mérite pleinement d'être qualifié de juste et d'équitable.

L. M.

## Hommage à la Suisse

Il est des pays où les plus beaux gestes et les plus grandes actions se font simplement, discrètement, dignement. La Suisse est de ces pays-là. Ayant vécu les heures les plus sombres de notre existence nationale dans la capitale intellectuelle et morale de la Suisse, devenue dès lors le siège de la justice internationale, nous y avons puisé la force morale qui nous était nécessaire dans la lutte pour notre juste cause. Avec quelle fierté nous songeons aujourd'hui que, dans cette lutte, nous fûmes soutenus non seulement par l'élite intellectuelle du pays, mais encore par tous les braves et honnêtes citoyens de la plus ancienne démocratie du monde.

A l'heure où nous devons quitter son sol pour rentrer enfin dans notre patrie libre et unie, nous tenons à remercier ceux dont l'accueil chaleureux rendit notre exil moins triste et notre séjour moins pénible, et à citer les noms des citoyens auxquels va en premier lieu notre reconnaissance, noms qui resteront gravés dans le cœur de tous nos concitoyens. Notre pensée va d'abord à ceux de nos amis qui ne sont plus, aux maîtres de la plume, Alb. Bonnard, Ed. Secretan, ainsi qu'à ceux qui furent dignes d'eux : Victor Kuhne, Marc Dufaux, Daniel Bersot. Ensuite à ceux qui leur ont succédé, qui héritèrent de leur sympathie pour nous, et qui défendirent notre bon droit avec autant de bienveillance que de talent. Nous songeons à MM. Chapuisat, M. Muret, B. Vallotton, T. Roche, au colonel Feyler, à MM. Jean et William Martin, Edm. Rossier, H. Sensine, Ed. Bauty et tant d'autres.

Des intellectuels et des hommes d'action rivalisèrent de zèle pour nous soutenir : MM. Bernard Bouvier, Alexis François, Frank Thomas, de Rabours, Sigg. Dans leurs écrits et leurs discours, ils témoignèrent des plus belles qualités suisses : indépendance de l'esprit, courage d'opinion, souci de la vérité. Aussi nos sentiments de reconnaissance leur sont-ils acquis à jamais.

M. D. MARINOVITCH.

# Les Autrichiens à St-Germain

Bien que ce soit un anachronisme de parler conjointement des représentants de l'Autriche-Hongrie, les Alliés ont jugé bon de convoquer ensemble les délégués de l'ancienne monarchie, pour leur communiquer le verdict des peuples dont les plénipotentiaires sont rassemblés à Versailles. Cette manière de faire signifie que les Alliés tiennent à ce que les fauteurs de la guerre reçoivent le jugement mérité, tels qu'ils étaient quand ils ont déclenché la guerre et non pas sous les vêtements nouveaux que la défaite et la peur des responsabilités leur ont fait endosser.

Les délégués autrichiens sont déjà désignés. Ils sont arrivés à Saint-Germain-en-Laye, cette ancienne résidence des rois de France. Là, entourés des vestiges du passé, ils pourront méditer sur la note à payer qui leur sera présentée. Il paraît toutefois que, pour les délégués hongrois, aucune décision n'a encore été prise. Le travestissement bolchéviste des patriotes magyars empêche les représentants de la Magyarie de paraître dans l'assemblée des peuples. Et pourtant Bela Kun serait infiniment heureux de voir les Alliés consacrer son pouvoir par une invitation à Versailles. Son attitude conciliante envers les ressortissants de l'Entente prouve qu'il se garde bien de provoquer l'hostilité de l'Entente à son égard et à l'égard de son régime.

L'arrivée des délégués de la ci-devant monarchie habsbourgeoise évoque des souvenirs. Elle est le point terminus de l'histoire séculaire et parfois grandiose d'un empire qui s'est effondré sans qu'il ait provoqué le moindre regret chez ceux qui en faisaient partie. Cette disparition de l'Autriche-Hongrie est l'un des plus grands faits de l'histoire moderne; avec elle, cesse d'exister l'organisme le plus hideux qu'on ait conçu dans les temps modernes et dont la vie était basée sur l'oppression et l'exploitation la plus éhontée des peuples. Il sied de ne pas mal parler des morts, mais le cadavre de la double monarchie, lorsqu'il avait encore son âme, nous a causé tant de maux, qu'on ne pourra pas nous reprocher de jeter la dernière pierre contre la pourriture qui nous a empoisonnés pendant des siècles et qui, par ses exhalaisons venimeuses, nous a empêchés de sentir les bienfaits du progrès dont, plus heureux, les autres peuples jouissent depuis longtemps. Il faudra encore beaucoup d'efforts et de travail pour effacer les traces de l'influence néfaste de cet Etat qui n'existait que pour faire du mal à autrui. Les jeunes peuples qui ne pouvaient naître à la vie que grâce à la mort de la monarchie des Habsbourg auront à jamais un sentiment de profonde reconnaissance pour les peuples qui se sont jetés dans la fournaise pour sauver leurs peuples-frères de l'horrible étreinte qui se manifestait sous la forme de la pénétration germanique.

Des décombres de l'ancienne Autriche est sortie la république autrichienne allemande, qui s'est hâtée de faire disparaître les apparences extérieures de son passé onéreux en chassant le dernier rejeton des Habsbourg. Malgré ce geste, d'aspect fort révolutionnaire, elle n'en a pas moins gardé l'âme de l'ancienne Autriche, âme pitoyable à présent que la force, sur laquelle était bâtie l'existence de celle-ci, lui fait défaut.

Il n'y a pas, en effet, de spectacle plus curieux que celui de la république autrichienne. République malgré elle, elle n'a rien de ce qui caractérise, les jeunes régimes. Elle paraît déjà fatiguée et anémiée. Après sa déconfiture, l'Autriche allemande, qui régnait jadis sur de nombreux peuples, témoigne d'une incapacité notable à se gouverner et à marcher par ses propres moyens. Ce serait une erreur de croire que c'est sa situation économique qui lui rend impossible une vie tolérable. Il lui manque l'esprit de maturité et d'indépendance. Habitué à être gouverné par une caste de fonctionnaires présidée par des dynasties aimées, le peuple autrichien a perdu le goût de l'indépendance. Il cherche un maître. En l'occurrence, il croit l'avoir trouvé dans l'Allemagne et c'est à cette disposition d'âme qu'il faut attribuer le vœu des Autrichiens de s'unir à l'Allemagne. Mais il y a, là aussi, un calcul bien pesé. L'union avec l'Allemagne doit lui servir à extorquer quelques bénéfices des Alliés, qui ont l'Allemagne en horreur. Il s'agit donc d'un petit chantage. Plus on criera et plus on demandera l'union avec l'Allemagne, plus il y aura de chances pour que les Alliés soient moins rigides.

Le calcul n'était pas si mauvais, il faut le dire. Les Alliés se sont déjà attendris au sujet de la situation difficile des Autrichiens et ils s'approprient à ravitailler l'Autriche, en prenant collectivement les charges de ce ravitaillement.

Humainement parlant, nous sommes d'accord qu'il faut sauver de la mort la population affamée. Mais nous devons constater malheureusement que, par cet acte, les Alliés prennent en quelque sorte bonne note de l'insolvabilité de l'Autriche, ainsi que de son incapacité à réparer les dommages qu'elle nous a causés pendant la guerre. Et, de la sorte, tandis que les grands Alliés se sont assurés, en Allemagne, leur part de réparations, ils nous laissent le soin de nous rattraper sur l'Autriche banqueroutière et affamée, forcée déjà de demander des secours financiers.

M. Renner, qui préside la délégation autrichienne avec un pangermanisme et un chrétien-social n'aura pas à affronter d'aussi grandes difficultés que son collègue M. Brockdorff-Rantzau. Les questions territoriales sont déjà résolues par les peuples eux-mêmes, à l'exception de quelques frontières tracées dans les conditions d'armistice, qui causeront des perplexités, non pas à M. Renner, qui naturellement n'a qu'à signer, mais au Conseil des cinq à qui incombe la décision. A ce propos, nous attirons l'attention sur nos frontières de Carinthie. Il s'agit du district de Klagenfurt qui est slave, mais dont le caractère slave a été falsifié par les moyens germaniques connus. Une masse de fonctionnaires et d'immigrés allemands ont quelque peu enlevé à cette contrée son caractère purement slave, mais cela ne justifierait pas les Alliés de céder ce territoire à l'Autriche. Bien que l'Autriche soit en mesure de faire jouer son union avec l'Allemagne et, par ce fait, de rendre nos Alliés soucieux et outre mesure conciliants, il est de notre devoir de dire à nos Alliés que le choix entre nous et les Autrichiens devrait être fait déjà, d'autant plus que nous ne demandons que ce qui est à nous.

Dr L. Popovitch.

## Les Slovènes et la paix de Saint-Germain

Les conditions de paix telles qu'on se propose de les soumettre à l'Autriche allemande et à la Hongrie sont désastreuses pour les Slovènes et équivalent à une condamnation à mort. Ce n'est pas seulement mon avis personnel, mais celui de tous mes compatriotes avec lesquels j'ai eu l'occasion d'en parler, ainsi que sans doute celui de toute la branche slovène du peuple yougoslave, sans distinction de partis et de provinces. En effet, cette paix livrera presque la moitié des Slovènes à la domination étrangère, italienne, allemande et magyare.

Regardons les faits : Les Slovènes sont au nombre d'environ 1,400,000, dont à peu près 900,000 en Carniole et en Styrie, 120,000 en Carinthie, 280,000 à Goritz, Trieste et en Istrie, 100,000 en Hongrie occidentale (Prekomurje) et, enfin, 40,000 dans le district Cividale en Italie.

De ce nombre, l'Italie recevrait non seulement ce que lui donne le pacte de Londres (380,000 Slovènes), mais on lui accorderait encore un supplément. Elle reçoit la voie ferrée qui conduit de Beljak (Villach) — par Trbiè (Tarvis), Jesenice (Assling), Bled (Vel-des), Bohinj, Goritz — à Trieste. Ainsi elle annexera les belles vallées slovènes de Zila et de Zilica, en Carinthie occidentale, patrie d'un des plus fervents propagateurs du yougoslavisme, Matija Majar; en plus, la contrée purement slovène, au nord de Beljak; une partie de la Carniole nord-occidentale, avec Bled, Bohinj, Jesenice, qui sont les joyeux de la Carniole et où naquirent les plus grands poètes et artistes nationaux. Toute cette partie de la Slovénie, qui n'a pas été prévue dans le pacte de Londres, ne compte peut-être pas même une douzaine d'Italiens, mais bien plus de 100,000 Slovènes. En somme, l'Italie arrache 500,000 Slovènes au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Mais il y a un fait encore plus étonnant. Le pacte de St-Germain s'apprête d'éliminer complètement l'élément slovène de la Carinthie, qui a été le berceau de notre indépendance, qui fut, autour de 1860, le centre de notre culture, où notre peuple a combattu pendant des siècles avec une énergie indomptable contre la germanisation, et qui est pour nous ce qu'est pour nos frères serbes le champ de Kosovo. Après avoir attribué à l'Italie la moitié occidentale de la Carinthie slovène, on a l'intention d'en céder la partie orientale à l'Autriche allemande. On parle, il est vrai, d'un plébiscite dans la contrée de Célovec, mais nous pouvons nous imaginer ce que sera ce plébiscite, si son exécution est confiée à l'Autriche allemande ou à l'Italie, surtout maintenant que tous les intellectuels slovènes ont été chassés hors du pays.

Ainsi toute notre lutte aura été vaine, notre résistance contre la poussée pangermanique vers l'Adriatique, illusoire. La paix de Saint-Germain va nous chasser de la Carinthie, qui fut une fois un pays exclusivement slovène. Les Allemands ne seront plus éloignés que de 80 kilomètres de Trieste...

\* Pourquoi ne nous accorde-t-on pas le plébiscite ailleurs aussi comme nous l'avons demandé, p. ex. dans les pays cédés à l'Italie ?

Ce qui va advenir de la Styrie slovène, nous ne le savons pas encore; mais, après tous ces précédents, nous devons nous préparer à une déception.

S'il est vrai que le Conseil des Dix a approuvé en entier les propositions de la Commission pour les affaires yougoslaves, nous perdrons enfin le territoire purement slovène de Prekomurje, en Hongrie, qui n'est que la prolongation de la Styrie slovène et qui a son centre économique à Radgona (Radkersburg), en Styrie.

Ainsi nous devrions laisser 500,000 Slovènes à l'Italie, 80,000\*\* à l'Autriche allemande, 100,000 aux Magyars, c'est-à-dire 680,000; le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes n'en recevrait que 700,000. Les chiffres parlent éloquentement.

L'effervescence en Slovénie sera énorme quand on aura appris le sort qu'à Paris on a préparé aux Slovènes. Aussi ne faudra-t-il pas s'étonner si ce peuple travailleur et paisible, qui devrait être l'un des éléments les plus solides de la Yougoslavie, est poussé vers l'extrême-gauche par l'injustice qu'on lui fait et par son désespoir. Le sort de l'Allemagne pourrait faire envie aux Slovènes.

Vladislav FABJANCIC.

## Isolément de l'Italie

Le traité de paix consacrant l'alliance plus ou moins formelle entre l'Amérique, la France et la Grande-Bretagne, a produit, en Italie, une des plus pénibles impressions. Les organes principaux de l'opinion publique italienne, le *Corriere della Sera* et le *Secolo* ne se dissimulent pas la gravité de l'échec de la politique sonnino, et le ton véhément de leurs attaques contre la France et ses nouvelles alliées doit être bien sincère. L'événement est cependant d'une importance capitale pour l'avenir des Balkans. L'Italie ne s'est pas montrée à la hauteur de sa tâche, et il n'est que trop naturel de la voir reléguer au second plan. Pratiquement, elle est exclue de la direction suprême de la politique mondiale, parce que ni sa puissance matérielle, ni l'idéologie de ses gouvernants ne pouvaient lui assurer la place à laquelle elle aspirait. On cherche à couvrir cette défaite diplomatique italienne par quelque racomodage, mais ce sera parfaitement inutile. L'Italie est consignée là où est sa véritable place. Pour se relever, il lui faut amener au pouvoir d'autres hommes. Sonnino et Orlando ont fait naufrage avec leur politique impérialiste, et il ne leur reste qu'à se retirer au plus vite. De nouvelles élections seront également nécessaires pour purifier l'atmosphère étouffante créée par une politique incompatible avec les vrais intérêts du peuple italien.

Pour le moment, nous ne dirons rien de plus, dans l'attente que les éléments sains italiens reprennent le dessus chez notre voisine occidentale.

\*\* Je ne parle que des Slovènes qui habitent en masse compacte, car il y en a hors du territoire national, 40,000 à Grute, d'autres à Léoben et ailleurs encore.

### FEUILLETON

## La question de la Dalmatie <sup>1</sup>

Le problème de la Dalmatie n'est pas du tout un problème complexe et difficile. Il n'y a pas de question politique plus simple que celle de la Dalmatie. La Dalmatie est un pays serbo-croate n'ayant pas plus de 3% d'Italiens ou d'italianisants parmi ses habitants. La disproportion entre les 630.000 Slaves et les 18.000 Italiens est tellement énorme qu'aucun homme sérieux ne pourrait mettre en doute le caractère purement et exclusivement slave de cette province adriatique. Si l'Italie réclame une partie de la Dalmatie, elle revendique donc un pays étranger à l'Italie. La délégation italienne à la Conférence de la Paix s'en est bien rendu compte lors de la rédaction du mémoire sur les revendications de l'Italie, comme il ressort clairement des arguments employés à l'appui de ces revendications, arguments purement stratégiques et géographiques. Mais, en Italie, la foule déchaînée, conduite par deux toréadors illustres, d'Annunzio et Sem Benelli, pousse des cris pathétiques et demande le retour de la Dalmatie à la mère Italie!

On est en train de jouer là l'une des plus odieuses comédies de l'histoire d'un peuple. On réclame la Dalmatie comme terre italienne, on veut délivrer les Dalmates et les réunir à leur patrie! Et le pauvre *populus romanus*, ignorant et avili par une propagande déloyale, se laisse entraîner à croire sérieusement au bien-fondé des prétentions italiennes.

Le spectacle bouffon de la comédie qui se joue actuellement en Italie nous a paru plus grotesque encore à la lecture du livre si instructif et si éloquent de Dalmaticus, sur la question de la Dalmatie. A côté de

l'ouvrage magistral de M. L. de Voïnovitch, c'est une étude remarquable à d'autres égards, ce livre de Dalmaticus, qui, avec une logique impeccable, démolit un à un tous les arguments italiens. Les arguments géographiques, historiques, ethniques et politiques, stratégiques et économiques, tout cet amas de raisons fictives ou façonnées est réduit à zéro par l'exposé tranquille et serein du publiciste dalmate, qui connaît admirablement son sujet. Il y a dans le livre de Dalmaticus une foule de détails qui jettent aussi plus de lumière sur le véritable caractère des prétentions italiennes.

Pour la question de Fiume, Dalmaticus cite les paroles d'un Italien : « On ne crée pas des ports comme on fait des fromages. On connaît des crises de surproduction textile, mais on ne connaît pas de crise de surproduction des ports. Trieste a son hinterland, Fiume a le sien et Venise a le sien. » (Mario Alberti : *Trieste*, Turin, 1915, page 26.)

Bien intéressante encore est une constatation de M. Sonnino, que l'honorable chef actuel de la politique étrangère de l'Italie voudrait oublier aujourd'hui. Dans la *Rassegna settimanale* du 10 août 1879, M. Sidney Sonnino écrivait à propos de la question de Tunis : « Si elles réussissent dans leur intention (c'est-à-dire si l'Angleterre et la France arrivent à s'accorder sur le partage de la Méditerranée), la mer qui a coutume de procurer aux peuples qui ont la fortune d'en être entourés une respiration plus libre que ne le font les lignes rigides des frontières terrestres, la mer qui laisse la liberté à leurs mouvements et leur ouvre le chemin de la richesse, de l'influence et de la puissance, deviendra pour l'Italie comme le mur d'une prison. »

Or, si la possession de Tunis de la part d'une autre puissance pouvait signifier pour l'Italie l'érection d'un mur, d'une prison, quelle signification pourrait avoir pour la Serbie et pour le Royaume serbo-croate-slovène la cession de la Dalmatie à des mains étrangères.

Nous recommandons tout particulièrement ce livre si éloquent à tous les hommes politiques et politisants.

## Les questions du sud-est européen <sup>1</sup>

Au mois de septembre 1918, au moment où le mauvais rêve de l'hégémonie bulgare s'écroulait dans les Balkans, M. Wendel terminait son dernier ouvrage, dont le titre est mentionné ci-dessus. Ecrit avant la capitulation bulgare et avant l'armistice avec l'Allemagne, ce livre conserve néanmoins toute son actualité. M. Wendel possède une connaissance particulière des affaires balkaniques et son opinion mérite l'attention spéciale de ceux-mêmes qui n'approuveraient pas toutes les conclusions de l'auteur.

Le livre de M. Wendel se compose de quatre chapitres bien distincts, consacrés à quatre problèmes différents de la question balkanique. Le premier chapitre a trait à la renaissance sudslave. Il prouve, sur la base des éléments historiques, littéraires et psychologiques, que l'union de notre nation n'est pas le résultat fortuit de la victoire des armées alliées, mais bien le couronnement d'une évolution progressive que rien ne pouvait arrêter. Le second chapitre a pour objet la question du Monténégro. L'exposé très intéressant de M. Wendel possède, à côté de son intérêt historique rétrospectif, une valeur pratique, car, malgré l'union spontanée et unanime du peuple serbe du Monténégro avec la Serbie, des intrigues italiennes sont en œuvre pour maintenir la fiction d'un Monténégro gouverné par l'ex-roi Nicolas. Le troisième chapitre s'occupe du problème albanais, et il mérite également de retenir l'attention de ceux qui doivent régler le sort de l'Albanie. Enfin, dans le quatrième chapitre intitulé le « Sphinx macédonien », M. Wendel a essayé de présenter la question macédonienne sous un jour nouveau, c'est-à-dire comme celle d'un pays qui a à surmonter

<sup>1</sup> *Südost-europäische Faagen*. Von Herman Wendel, Mitglied des Reichstages (S. Fischer Verlag, Berlin, 1918).

<sup>1</sup> Dalmaticus : *La question de la Dalmatie*. (Genève 1918, Librairie Georg et Co.)

## La Serbie et l'Europe (1914-1918) <sup>1</sup>

Le présent livre est un essai modeste d'exposer dans son ensemble la politique de la Serbie pendant la guerre. Il ne s'agit pas d'une étude proprement dite sur la politique serbe, mais simplement d'un recueil d'articles publiés dans le journal *La Serbie* depuis 1916 jusqu'en 1919, jusqu'au moment de la réunion de la Conférence. Un recueil bien restreint en somme, mais qui donne un aperçu de l'idéal qui nous a guidés dans notre lutte nationale. C'est une histoire politique de la Serbie en miniature que l'on retrouve dans ces articles, histoire utile à connaître précisément à l'heure où la Conférence de la Paix est en train de décider du sort de notre nation.

Comme les lecteurs auront l'occasion de s'en apercevoir, la diversité des collaborateurs n'a pas enlevé au livre le caractère d'un tout organique, ce qui constitue une preuve de plus de l'unité et de la droiture de notre politique. Un trait essentiel caractérise, en effet, toute l'attitude du peuple serbe avant et pendant le conflit mondial, et ce trait c'est la vision claire du danger germanique et la détermination ferme et inébranlable de la Serbie de lui résister à tout prix et de sacrifier tout à la défense de son indépendance politique et économique.

L'Europe n'avait pas saisi la politique serbe, et lorsqu'elle montrait, à des moments exceptionnels, plus de compréhension pour nos affaires, elle le faisait à contre-cœur et avec un dépit manifeste. L'erreur commise par la diplomatie européenne ne concernait pas précisément l'existence d'un danger germanique — on s'en apercevait bien à Paris, à Londres et à Pétrograd — mais plutôt l'estimation de l'effort germanique en Orient. Les deux expansions parallèles allemandes, l'une pacifique, sous la forme de pénétration économique, l'autre agressive et arrogante, avaient pris depuis longtemps la direction de l'Orient, mais ce fait capital n'avait pas été jugé comme il convenait par la diplomatie alliée. Malgré les expériences des guerres balkaniques, on continuait à négliger les Balkans et l'on se prêtait au jeu de Ferdinand de Cobourg et de ses serviteurs dociles. La diplomatie ententiste n'a pas su discerner entre amis et ennemis, négligeant ainsi un élément important du problème oriental et laissant les choses prendre une tournure plutôt tragique. Le désastre serbe de 1915 aurait été évité si l'Entente avait encouragé la Roumanie et la Grèce à demeurer sur le terrain du traité de Bucarest de 1913, au lieu de les inciter à s'entendre avec les Bulgares et à se désintéresser ainsi peu à peu du problème Bucarest en 1913.

Nous n'avons pas manqué de juger sévèrement, dans notre journal, la politique antibalkanique de la Roumanie et celle du roi Constantin de Grèce, mais on serait injuste si l'on ne rappelait pas qu'une grande part de culpabilité retombe aussi sur l'Entente et sur ses illusions bulgarophiles. Il faut espérer que les erreurs du passé serviront d'enseignement non seulement aux peuples balkaniques, mais aussi et surtout aux puissances démocratiques occidentales.

(1) *La Serbie et l'Europe (1914-1918)*. — Exposé de la politique serbe. Préface du Dr Lazare Marcovitch, professeur à l'Université de Belgrade (Genève-Lyon 1919, Librairie Georg et Co.

Après avoir exposé la politique serbe proprement dite, ce livre s'occupe, chapitre II, de l'Union serbo-croate-slovène, inscrite comme programme à toutes les pages de l'histoire du Royaume de Serbie. En connexion immédiate avec l'union sudslave, nous avons retracé, dans le chapitre III, notre lutte contre l'Autriche-Hongrie, lutte menée principalement dans le but d'orienter l'opinion publique alliée, infectée d'une austrophilie extraordinaire. Toutes nos prévisions sur l'Autriche-Hongrie se sont réalisées et tous nos jugements sur le sort de la Monarchie ont été confirmés par les événements.

Quant à nos rapports avec la Bulgarie, ils sont traités dans le chapitre IV avec toute l'ampleur qu'ils méritent. Nous avons tenu à éclairer l'Europe sur les vrais mobiles de la politique bulgare et nous croyons y avoir réussi. En tout cas, les documents que nous fournissons à l'appui de nos affirmations méritent de retenir l'attention particulière de tous les bulgarophiles de bonne foi.

Le chapitre suivant est consacré à la question des rapports italo-serbes. La modération et l'esprit de conciliation dont nous avons toujours été inspirés à l'égard de l'Italie, malgré les erreurs et les faux calculs de la diplomatie italienne, se dégagent de la lecture de tous nos articles. Nous avons cru trouver en l'Italie une amie et une alliée; nous voyions en l'Italie la patrie de Mazzini. Et voici que nous sommes obligés de constater, après quatre années de tentatives infructueuses, que l'Italie ne fait que suivre la même politique triplicienne pratiquée auparavant en compagnie de l'Autriche et continuée maintenant sans l'Autriche. C'est le point le plus noir à l'horizon sudslave, cette tentative italienne de compromettre notre avenir, en s'annexant de larges territoires de notre sol national.

Les chapitres VI à X sont consacrés à l'Allemagne, à la Russie, à la Roumanie et à la Grèce, et enfin aux souffrances de notre peuple sous les régimes étrangers. Notre point de vue dans toutes ces questions se trouve en accord parfait avec les lignes directrices de la politique serbe. L'Europe n'a pas suffisamment apprécié cette fermeté serbe, qui constitue pourtant un exemple merveilleux de la sagesse et de l'intelligence des hommes d'Etat serbes qui ont conduit la Serbie dans toutes les péripéties par lesquelles elle a dû passer avant de réaliser son programme national, l'union de tous les Serbes, Croates et Slovènes en un royaume indépendant, sous les Karageorgévitch.

L'union sudslave est un fait politique de premier ordre. Mais il ne faut pas penser que nous ne nous apercevons pas des nombreuses difficultés qui entraveront longtemps encore le libre développement de nos forces nationales. La tâche principale de notre peuple se trouve dans le domaine intérieur. L'organisation politique, économique et sociale de notre Etat nationalement uni est une œuvre formidable qui appelle le concours de toutes les intelligences et de toutes les initiatives. Une grande épreuve est encore réservée à notre héroïque nation. Il faut espérer qu'elle sera surmontée et que le peuple, après tant de souffrances physiques et morales, trouvera enfin du repos pour s'adonner au travail pacifique et à sa culture. Notre plus grand souci, à l'heure actuelle, est celui d'une vie coordonnée à l'intérieur. Si nous sommes consolidés à l'intérieur, nous sau-

rons et nous pourrons affronter tous les dangers et toutes les injustices de l'extérieur. Nos ennemis guettent, attendant de notre désorganisation intérieure des profits pour la réalisation de leurs buts impérialistes. La haute conscience nationale dont notre peuple a donné tant de preuves admirables, pourra surmonter, nous en sommes convaincus, toutes ces difficultés et le conduira vers un avenir heureux et glorieux.

Paris, mars 1919.

Dr L. MARCOVITCH.

## La tactique bulgare

Contrairement à ce qu'on attendait, les Bulgares ne suivent pas en toutes circonstances l'exemple allemand. Dans certaines questions de tactique, ils ont adopté, en effet, une attitude un peu différente de celle des Allemands, mais qui correspond très bien à leur caractère. Tandis que les Allemands essayent par des menaces plus ou moins déguisées d'éviter les sanctions et les punitions qui les attendent, les Bulgares, eux, ne se gênent pas de chanter les louanges des Alliés et de faire appel à leur générosité. S'ils étaient sincères et s'ils se repentaient réellement de tous les crimes odieux commis en Serbie, on pourrait avoir quelque indulgence pour eux, mais tel n'est pas le cas. La presse bulgare regorge d'articles haineux contre la Serbie, et les agents bulgares déploient une activité fiévreuse pour assurer à la Bulgarie une paix qui lui permettrait de répéter son agression contre la Serbie. Entre temps, le gouvernement bulgare joue au plus malin. Voici ce que le ministre-président bulgare, M. Theodoroff, déclarait cyniquement l'autre jour, dans le Sobranié, en réponse à une question posée :

« Notre peuple doit avoir confiance, car sa cause est juste et sacrée, et les juges qui vont fixer ses futures conditions de vie, ne sont pas nos voisins qui désirent s'approprier nos terres et nous empêcher de prospérer, mais bien les grandes nations de la terre, en l'esprit de justice desquelles nous avons foi et dont la générosité et l'impartialité nous sont bien connues.

« Nous avons pleine confiance dans leur esprit de justice et d'humanité, et dans le jugement équitable qu'elles prononceront. La justice finira par triompher : il n'en peut pas être autrement avec les grands juges impartiaux qui siègent aujourd'hui pour fixer les destinées des peuples. »

Dans la période de 1914 à 1918, le peuple bulgare croyait en la grande nation allemande et en son esprit de justice; en 1919, c'est dans les puissances antigermaniques, dans leur générosité et leur impartialité qu'il met son espoir. Voilà en quoi consiste la malice de Baïa Gangné !

## Sem Benelli et les „Éleveurs de bétail” serbes

Sem Benelli n'est pas un inconnu pour nous. Un de nos plus grands artistes du Théâtre National de Belgrade, un fils de la Dalmatie, Routsovitch, a traduit en serbe le célèbre drame de Benelli « La Cena delle beffe ». Ce chef-d'œuvre de l'art dramatique italien fut joué au Théâtre National de Belgrade avec un grand succès. Aussi, le public serbe apprendra-t-il avec surprise le rôle peu glorieux qu'a assumé actuellement le poète italien de calom-

nier les Slaves. Jaloux des succès à bon marché de son collègue et rival d'Annunzio, Sem Benelli s'est mis à l'imiter. Dans une lettre adressée aux Américains et publiée par le *New-York Herald* (édition de Paris du 25 avril), le poète déverse un flot d'injures sur les « peuples barbares » de Yougoslavie, sur ces misérables « marchands de fruits » et « éleveurs de bétail ».

Il serait tout à fait inutile de réagir contre cette prose si peu digne du talent remarquable du poète. Nous enregistrons simplement le fait comme une preuve nouvelle de l'état maladif qui règne en Italie et qui abaisse la patrie de Mazzini à un niveau jusqu'ici inconnu.

## Lettres non publiées

V

Paris, 8 avril 1919.

Monsieur le Directeur de la *Presse*,  
144, rue Montmartre.

Monsieur le Directeur,

Dans le numéro du 6 avril de votre estimé journal, votre chroniqueur politique Alceste a émis, en parlant des Serbes, Croates et Slovènes, des opinions qui peuvent être intéressantes, mais qui présentent notre nation sous un faux jour. Que la diversité des noms n'enlève pas à un peuple son unité ethnique, il y a là une vérité qu'il n'est pas nécessaire de souligner. Or, je puis assurer à votre honorable collaborateur que notre peuple, tout en portant des noms qui pourraient paraître étranges aux oreilles françaises, n'en constitue pas moins une nation bien consciente de son rôle et de ses droits. Loin d'avoir des appétits atroces, notre peuple est plutôt obligé de se défendre contre de tels appétits, manifestés par ses voisins occidentaux.

Un autre fait qui a échappé à votre collaborateur, et qui est pourtant d'une importance capitale pour la compréhension des affaires d'Orient, c'est que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, malgré des circonstances extérieures défavorables, est le pays le plus calme et le plus stabilisé de l'Europe du Sud. C'est ce calme qui déplaît à l'Italie, et nous le comprenons à la rigueur. Mais, excusez-moi de vous poser cette question : Quel intérêt pourrait avoir le public français à se représenter notre pays dans un état chaotique, alors qu'en réalité cet Etat est le plus stabilisé de tous ses voisins, sans en excepter même l'Italie ?

En vous priant de bien vouloir faire usage de ces quelques observations, je vous présente, très honoré Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Dr L. MARCOVITCH.

*Nous informons nos amis et lecteurs que les bureaux de la rédaction resteront ouverts pendant quelque temps encore et que, durant cette période, M. Malicha, Taditch, notre rédacteur, sera chargé de diriger et de liquider les affaires de rédaction, ainsi que de transmettre à la presse suisse les télégrammes du Bureau de presse de Belgrade.*

LA RÉDACTION

non pas des difficultés nationales, mais bien des difficultés d'ordre économique et social.

Dans le domaine politique, M. Wendel se prononce résolument en faveur d'une entente serbo-bulgare appelée, selon lui, à résoudre radicalement et pour toujours la question balkanique. Il est fort douteux que cette manière de voir trouve des partisans parmi les Serbes. Ce que nous désirons, c'est que l'Europe enseigne aux Bulgares les notions élémentaires de la morale internationale et qu'elle fasse de la Bulgarie un pays supportable pour ses voisins. Nous ne désirons aucune communauté avec les Bulgares, qui représentent un peuple-type à eux. Il y a assez de place dans les Balkans à la fois pour des Slaves authentiques et pour ceux qui ne le sont pas. L'essentiel, c'est que chacun reste chez soi et qu'il ne cherche pas à pénétrer chez ses voisins. Voilà en quoi consiste tout le problème bulgare. Nous ne sous-estimons les raisons idéales qui ont conduit M. Wendel à formuler ses conclusions en faveur d'une entente serbo-bulgare, mais nous pouvons l'assurer qu'une telle entente est actuellement, et pour une longue série d'années, psychologiquement impossible.

## Les calomnies d'un ancien diplomate serbe

Un livre incroyable vient de paraître chez Orell-Füssli, à Zurich, sous le titre : *Les causes de la guerre* (Kriegsursachen. — Beiträge zur Erforschung der Ursachen des europäischen Krieges mit spezieller Berücksichtigung Russlands und Serbiens. — Prix 3 fr. 50), écrit par le docteur M. Boghitchévitch, ancien chargé d'affaires serbe à Berlin. L'auteur de ce livre fut, en effet, grâce à ses relations de famille, le chargé d'affaires de Serbie à Berlin pendant cinq ans, mais nous nous dispenserons pour le moment de parler de ses capacités politiques

ou des causes spéciales de son éloignement du service diplomatique. C'est une affaire qui sera réglée en Serbie par la voie légale. Cependant, nous devons dire que nous n'aurions jamais cru ce « diplomate » capable d'écrire des calomnies aussi grossières contre son pays, calomnies vulgaires et puisées dans la presse jaune-noire de Vienne, de Budapest et de Berlin.

L'ancien diplomate s'acharne tout particulièrement sur notre dynastie et sur le parti radical et son chef, M. Pachitch. Il défend, d'autre part, l'Autriche et l'Allemagne d'avoir voulu provoquer la guerre. Parlant de la crise de l'annexion, M. Boghitchévitch estime que c'est la Russie et la Serbie qui ont provoqué la crise et non pas l'Autriche, qui, d'après lui, n'aurait rien fait contre la paix, en annexant les deux provinces serbes. L'alliance serbo-bulgare de 1912 est également blâmée par ce diplomate, qui la trouve préjudiciable aux intérêts de l'Allemagne, et il se vante même de s'en être ouvert à son ami allemand, feu Kiderlen-Wächter, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Quant à la guerre européenne, M. Boghitchévitch est d'avis que c'est la Serbie, appuyée par la Russie, qui l'a provoquée. Il approuve également l'ultimatum autrichien et tout ce qui en résulte !

Nous avons tenu à signaler cette publication qui devait paraître après la victoire germanique pour justifier l'asservissement de notre peuple. Malheureusement pour ce « diplomate » déchu qui se promène à Montreux, n'osant pas rentrer en Serbie, des documents allemands et autrichiens sont venus confirmer, non pas la préméditation serbe, mais bien la préméditation austro-allemande. Les calomnies d'un renégat serbe n'ébranleront pas le jugement du monde entier, qui est fixé depuis longtemps. Et remarquez encore que derrière les affirmations de M. Boghitchévitch ne se dresse plus la puissante Germanie pour les imposer au monde comme une vérité historique. Or, c'est sur elle que

fondé ses espoirs, en écrivant ce livre, publié avec six mois de retard.

## Ouvrages du Dr Reiss sur les atrocités allemandes, autrichiennes et bulgares.

*Les infractions aux lois et conventions de la guerre commises par les ennemis de la Serbie depuis la retraite serbe en 1915.* — Paris, Bernard Grasset, 1918.

*Les infractions aux règles et lois de la guerre.* — Payot & Co, Lausanne-Paris, 1918. (Illustré, traduit en anglais.)

*Rapport sur la situation des Macédoniens et des Musulmans dans les nouvelles provinces grecques.* — Paris, Plon-Nourrit & Co, 1918.

*Réquisitoire contre la Bulgarie*, par le professeur R.-A. Reiss et A. Bonassieux. — Paris, Bernard Grasset, 1919.

*Le traitement des prisonniers et des blessés par les Germano-Bulgares.* — Paris, Bernard Grasset, 1919.

*Sourdoulitza*, rapport présenté au G. Q. G. de l'armée serbe. — Paris, Bernard Grasset, 1919.

*Rapport sur les atrocités commises par les troupes austro-hongroises pendant la première invasion de la Serbie* (Illustré, traduit en anglais). — Paris, Bernard Grasset, 1919.

*Réponse aux accusations austro-hongroises contre les Serbes contenues dans les recueils de témoignages concernant les actes de violation du droit des gens commis par les Etats en guerre avec l'Autriche-Hongrie.* — Lausanne-Paris, Payot & Cie, 1918.

*Les Austro-Hongrois en Serbie envahie.* Rapport présenté à M. le Président du Conseil des Ministres du Royaume de Serbie. — Imprimerie Yougoslave, Paris, 1919.

*Bulgares et Turcs contre les Grecs.* Rapport présenté à M. Vénizélos. — Paris, Bernard Grasset, 1919.

*Les Austro-Bulgaro-Allemands en Serbie envahie.* Documents de l'ennemi (Un album illustré). — Paris, Bernard Grasset, 1919.

# Notre question monétaire

M. le Dr Velizar Yancovitch vient de publier à Paris, chez Blond et Gay, une étude remarquable sur la question monétaire dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Nous voulons en détacher quelques aperçus, très instructifs. La question monétaire intéresse non seulement notre royaume mais aussi tous les autres Etats héritiers de l'ancienne Autriche-Hongrie. Comme M. Yancovitch le remarque fort justement, ces pays peuvent s'entendre et aborder la solution de la question *tous ensemble* ou bien alors *chacun pour soi*. Qu'on adopte la première ou la seconde manière de procéder, une prompt solution s'impose et cela de la manière *la plus urgente*. En la retardant, tous ces pays courent à un véritable désastre financier et économique.

Une entente entre eux par le moyen d'un *contrat*, fixant la répartition de tout le contingent des couronnes austro-hongroises, nous paraît inopportune et même irréalisable.

La situation monétaire de chacun des Etats intéressés est différente l'une de l'autre et, par conséquent, l'intérêt pour la collaboration n'est pas le même. Par exemple : la Roumanie possède, à côté des couronnes, une très grande quantité de papier-monnaie spécial, émis par l'Allemagne, à côté d'une grande quantité de marks, de roubles, de livres, levs et de leïs, qui se trouvent en circulation. L'Italie possède, à part les couronnes, beaucoup de bons du trésor de Venise et de lires nouvellement émis par l'ennemi. En Pologne, il y a, outre les couronnes, des roubles russes, des marks allemands, etc., etc.

Le seul moyen de sortir de ce chaos de couronnes en papier de l'ancienne monarchie consisterait en l'application de *procédés séparés et indépendants*. Ce règlement *autonome et indépendant* de la question monétaire devant se faire en dehors de tout accord, les Etats intéressés devront régler la répartition des couronnes émises au prorata du contingent des couronnes se trouvant dans le pays avec ses nouvelles limites.

Une première mesure qui s'impose avant toute autre, c'est le *retrait de la circulation du papier-monnaie*. Même si l'on ne faisait rien de plus que de retirer, après que l'estampillage aura été fait, une partie du papier-monnaie et ainsi de *diminuer* la circulation (par exemple de moitié), un grand pas en avant sera fait, en faveur du change, déjà à la suite de la loi économique de l'offre et de la demande.

Mais le plus important de la solution réside, principalement, dans la dernière mesure, à savoir : *émittance*, immédiatement, pendant même que le retrait s'effectue, à la place de ce papier-monnaie sans valeur et compromis, un *autre moyen d'échange, bon et sain* et, en ce cas, *national*. Ici nous pensons à un argent fiduciaire, des billets de banque garantis par une bonne couverture, une monnaie dont la valeur inspirerait confiance dans le pays aussi bien qu'à l'étranger.

Ce retrait d'une mauvaise monnaie qui est à l'ordre du jour maintenant, dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ainsi que son remplacement par une bonne monnaie nationale, pourrait être effectué de plusieurs façons différentes, suivant que l'on désire appuyer la réforme du change sur le fisc ou directement sur les citoyens. Les modalités et méthodes typiques, puisées dans l'expérience moderne, seraient les suivantes :

1° Le rachat, c'est-à-dire l'échange de la mauvaise monnaie ennemie par de la bonne monnaie nationale, au pair, ou éventuellement au cours normal que la monnaie ennemie avait envers la monnaie nationale, avant que la première ne fût détériorée.

C'est ainsi qu'a procédé dernièrement la France en Alsace-Lorraine et dans les départements réoccupés.

2° Emprunt intérieur forcé, respectivement échange du papier-monnaie de l'ennemi contre des bons du trésor ou des obligations de l'Etat, généralement au pair, portant intérêts ou peut-être même sans intérêts.

Un tel emprunt intérieur devrait être naturellement souscrit complètement, ou du moins en grande partie, avec le papier-monnaie qu'on veut retirer de la circulation.

En agissant ainsi, en émettant des bons de l'Etat pour les marks allemands (dont l'émission s'élevait en Belgique à environ six milliards de marks), la Belgique a notablement diminué la circulation des marks dans son pays. Le reste des marks allemands a été remplacé immédiatement par des billets de banque belges au cours d'avant-guerre, c'est-à-dire à 1 mark = 1 fr. 25.

La Tchéco-Slovaquie a employé une méthode semblable.

**La méthode de dépréciation.** — Elle consiste comme c'est connu, en l'échange du papier-monnaie — dont le retrait de la circulation a été décidé — contre de bons billets de banque nationaux, d'après un cours de beaucoup inférieur à la parité, c'est-à-dire un cours, réglé officiellement ; par exemple, 1:2 ou 1:3 et ainsi de suite. Alors, pour chaque somme retirée, on ne donnera qu'un demi ou un tiers de cette somme en monnaie nationale.

Il est évident que cette méthode ne pourra être appliquée qu'au détriment des intérêts des citoyens et qu'elle provoquera facilement, surtout au commencement, un mécontentement dans le public. Pourtant ces sacrifices seront vite acceptés par lui, car il acquerra bien vite la conviction qu'avec ces sacrifices, il sauvera la valeur du reste de sa propriété.

Cependant, l'observateur impartial devra arriver à la conclusion qu'au point de vue de l'économie nationale et de la politique sociale, cette dernière méthode est la plus brutale. Elle est sans contredit une forme d'impôt sur la propriété, une sorte de confiscation et une mesure antisociale.

**Impôt général et réel sur la propriété.** — Comme tel, cet impôt devrait être perçu naturellement en monnaie ennemie, vu que son but principal est la diminution de la circulation du papier-monnaie.

Voilà, exposées très brièvement, quelles sont les méthodes principales que l'on pourrait recommander. Il va sans dire qu'en outre il y en a d'autres, mais elles sont toutes similaires à celles que nous avons mentionnées, ou ne sont que des combinaisons de celles-ci.

Qu'on applique n'importe laquelle de ces méthodes, il est surtout important que le retrait du papier-monnaie de la circulation soit effectué dans le délai le plus court et le plus rapidement possible.

La monnaie nationale, cependant, qui doit remplacer, dans la circulation, le papier-monnaie devra, naturellement, être bien fondée, c'est-à-dire devrait être les billets de banque de la Banque d'émissions nationales par l'intermédiaire de laquelle l'Etat pense régulariser le change. De même, il faudra s'efforcer de réduire l'émission des nouveaux billets de banque à un minimum, dont la Banque d'émission serait en état d'effectuer le paiement en espèces.

Il semble que, chez nous, le change ne pourra être régularisé définitivement, si nous n'en appelons pas à l'étranger pour recevoir un emprunt destiné à le régulariser. Il nous semble encore que, sans un tel emprunt, il serait, en général, dans n'importe quel pays, extrêmement difficile d'effectuer une réforme monétaire radicale, sans égard à la méthode que l'on appliquerait pour le retrait du papier-monnaie. Les biens de l'Etat, domaines, forêts, etc., ne peuvent servir beaucoup à la réalisation de cette réforme, si l'Etat, ou la Banque d'émission, ne disposaient pas d'un minimum d'argent en espèces pour payer les billets de banque émis. Les revenus des domaines, etc., ne pourraient que difficilement donner le métal nécessaire, en tout cas pas en quantité suffisante pour payer les billets de banque.

Un emprunt extérieur pour la réforme monétaire serait sans contredit accompagné d'énormes difficultés aujourd'hui. Mais, bien entendu, il ne devrait pas être encaissé tout entier en métal effectif, vu que l'actif (« Guthaben ») d'une partie de cet emprunt pourrait servir aussi, au commencement du moins, de couverture au change régularisé. Il est, cependant, tout naturel que l'on pourrait renoncer aujourd'hui même à cet emprunt si, par exemple, l'Etat en question recevait la couverture nécessaire en métal, en valeurs étrangères bien saines ou en devises quelconques sur l'étranger, lors du paiement de l'indemnité de guerre de la part de l'ennemi.

## Le problème de Fiume et de Trieste

### Une constatation italienne

Le *Secolo* du 28 avril 1919 publie un article très intéressant de M. Attilio Cabiati sur l'hinterland économique de Trieste et de Fiume. Nous en reproduisons, sans commentaires, les passages principaux, en regrettant de ne pas pouvoir reproduire également la carte qui y est annexée et qui démontre bien que Trieste et Fiume ne sont en aucun rapport économique avec l'Italie.

Notre gouvernement, écrit M. Cabiati, a très bien fait d'autoriser la reprise du trafic avec l'Europe centrale, Autriche et Allemagne. On ne peut qu'espérer que cette reprise deviendra bientôt effective et affranchie de tous les obstacles qui empêchaient jusqu'à présent le commerce libre.

Il importe grandement à nos producteurs de sortir de toute incertitude. Quelques chiffres démontreront l'unité des intérêts économiques qu'une longue suite de traités et d'éléments géographiques avait créée entre nous et l'Europe centrale, et, plus particulièrement, avec l'Allemagne. L'Allemagne représentait en 1915 le 25,8 % de notre importation et le 22,9 % de notre exportation. Mais encore plus que par ces chiffres, l'importance pour nous des marchés allemands se manifestait par la nature de nos exportations. La fermeture du marché allemand ou un appauvrissement excessif de celui-ci pourrait jeter notre agriculture méridionale dans une crise qu'on devrait éviter.

Mais l'Europe centrale nous intéresse aujourd'hui pour une autre raison, plus importante encore. Il serait opportun que nous abandonnions ce sentimentalisme politique avec lequel nous avons jusqu'à présent contemplé nos brillantes perles de Trieste et de Fiume et que nous adoptions un point de vue plus positif et non moins vital. En effet, le moyen le plus efficace de démontrer la profondeur de notre affection pour ces deux villes est de sauvegarder avec la plus grande jalousie leurs intérêts les plus essentiels et les plus indispensables à leur développement économique.

Que le lecteur jette donc un coup d'œil sur cette carte géographique, composée avec beaucoup de soin, et sur la base de faits établis, par un de mes élèves lauréats, le lieutenant Morgari. Elle montre quelles sont les zones d'influence économique des différents ports adriatiques. Cette carte, qui est un véritable traité de géographie commerciale, illustre de manière frappante les deux faits qui nous intéressent ici :

1° La profondeur formidable de pénétration des deux ports de Hambourg et de Brême ;

2° Les zones qui constituaient les hinterlands de Trieste et de Fiume, zones qui sont presque, comme on le voit, exclusivement *mittel-européennes*.

Quelques chiffres, pour Trieste, parlent un langage encore plus clair :

Provenance et destination des marchandises qui sont passées par Trieste en 1913 :

de		pour	
Venise	177.080	Venise	156.500
Carniole	203.730	Carniole	152.530
Styrie	198.630	Styrie	75.940
Carinthie	140.380	Carinthie	34.050
Autriche	109.040	Autriche	220.330
Bohême	191.250	Bohême	121.090
Moravie	194.500	Moravie	39.770
Galicie	36.940	Galicie	26.480
Allemagne	52.766	Allemagne	122.767
Hongrie	103.971	Hongrie	132.944
Italie	31.679	Italie	54.078

Ces chiffres sont des tonnes.

Maintenant, il ne faut pas oublier que la zone d'influence de n'importe quel port est constituée en partie par sa position naturelle, mais pour une autre part, qui est de jour en jour plus importante, par les conditions artificielles qui sont celles qui attirent dans l'hinterland du port des territoires et des régions géographiquement éloignés. Au nombre de ces conditions artificielles figure en premier lieu le système des tarifs de transport. Cette vérité se montre lumineusement dans le cas de Trieste qui, ainsi qu'on peut le voir, d'après les chiffres cités ci-dessus, avait la plus grande intensité de trafic avec le point extrême de son hinterland, c'est-à-dire avec la Bohême, qui, pour l'exportation et l'importation, représentait 2.125.000 quintaux. L'Autriche qui, sous ce rapport, a fait beaucoup de tort à Trieste, l'avait pourtant puissamment favorisée par un système de tarifs cumulatifs vraiment magistral. Malgré cela, la Bohême avait avec Hambourg un mouvement commercial trois fois plus important que celui qu'elle avait avec Trieste, grâce au système de tarifs encore plus parfait introduit par l'Allemagne, ainsi qu'au transport encore plus remarquable et toujours plus perfectionné par les voies fluviales. Tout cela montre que le sort de Trieste, — et ce qui vaut pour Trieste, on peut le répéter mot pour mot pour Fiume, — est rattaché par un lien indissoluble non seulement au progrès commercial et industriel de son hinterland, c'est-à-dire l'Autriche, la Hongrie, la Bohême et la Bavière, mais aussi au degré des rapports amicaux que nous saurons rétablir avec ces pays-là dans le domaine commercial.

Il suffirait que la Hongrie favorisât par un système ingénieux de tarifs un autre port de l'Adriatique — or, les nouvelles voies fluviales qui sont projetées actuellement appuient cette hypothèse — pour que Fiume et Trieste reçoivent un coup dont elles se relèveraient difficilement.

J'espère qu'au lieu de courir après des milliards hypothétiques de l'Allemagne, nos représentants économiques sauront demander à celle-ci, à l'Autriche et à la Hongrie un accord de tarifs internationaux ferroviaires arrangé de telle sorte que l'avenir de Trieste et de Fiume soit garanti.

Ce serait la meilleure forme d'indemnités à demander aux vaincus, et cela nous mettrait à leur égard dans une situation morale et commerciale pleine d'avantages féconds et qui se feraient sentir déjà dans un temps prochain.

## Un document bulgare

### sur les atrocités commises en Serbie

Nous sommes à même de publier, grâce à l'obligeance de M. Reiss, une lettre secrète d'Ivan Dimitroff, chef du département de Vrania, au ministre de l'Intérieur et de la Santé publique de Sofia, lettre datée du 23 mars 1916, sous le numéro 93, et dont une copie fut remise aux autorités serbes par une jeune fille de Vrania, employée comme dactylographe à la Préfecture de cette ville.

Après avoir critiqué très vivement la conduite des autorités militaires bulgares dans son département, ce préfet, qui paraît être un homme honnête exaspéré par la cruauté de ses compatriotes, dit à propos des événements de Sourdoulitza ce qui suit :

« On peut se rendre compte par tous les documents officiels cités que j'ai agi contre les internements illégaux, non seulement contre celui de Zaphiroff, mais aussi contre ceux de beaucoup d'autres, comme cela était mon devoir. J'ajoute encore que le colonel Kalkandjief et le commandant Ilkoff m'ont empêché dans beaucoup de cas d'exercer mon devoir d'autorité suprême du département qu'on m'a confié. Cependant, j'ai toujours agi d'une façon conciliante. Je peux démontrer par des témoins que j'ai demandé deux fois, par l'entremise d'un « feldwebel » et d'un sergent-major, qu'on ne commette pas la faute d'interner Zaphiroff et qu'on attende encore, car

Zaphiroff était malade, très malade de rhumatisme articulaire, une très grave maladie constatée, par l'ordre d'Ilkoff même, par la commission médicale et par le Dr Markoff, capitaine-médecin au 2/3 hôpital. Markoff a délivré à Zaphiroff une attestation légale. Il ne faut pas oublier que feu Zaphiroff avait comme logeurs dans sa maison le colonel Kalkandjief et le commandant Ilkoff, et que le chef actuel du département habite sa maison. Le 23 janvier de cette année, Zaphiroff fut amené à Sourdoulitza, endroit bien connu des gens de Vrania et de Leskovatz, sans qu'on ait permis à sa femme de lui préparer les médicaments nécessaires et des vêtements. A Sourdoulitza, malgré qu'il avait une lettre particulière de moi pour le policier Georgieff de cette ville, on l'a laissé se reposer un peu sur la route et puis on l'a traîné à la mort. Ce même soir, le colonel Kalkandjief n'a pas voulu recevoir mon secrétaire. Il faisait la noce chez le commandant Ilkoff. Tous les deux fêtaient l'acte illégal de l'internement de Zaphiroff. La vie de ce dernier n'était cependant soutenue que par des injections et on attendait sa mort d'un moment à l'autre.

« Jusqu'à aujourd'hui, j'avais honte de parler du fait que le « feldwebel », en réponse à ma demande de protéger Zaphiroff, sortit son sabre et me menaça en agitant ce dernier au-dessus de ma tête et de celle du vieillard malade arraché de son lit. C'est ce que le général Koutintcheff qualifie de « tâche bien comprise et énergiquement exécutée ».

Je suis profondément convaincu que — quoique les motifs de ceux qui ont ordonné les internements fussent patriotiques et nobles — on a interné d'une façon irrégulière et qu'on a tué les internés pour pouvoir cacher leur internement irrégulier, qu'on a violé les femmes et les filles des internés et qu'on a volé leurs biens... En résumé, je déclare que les méfaits de Kalkandjief, d'Ilkoff, et aussi de tous ceux qui les suivent : le capitaine Dimkoff, le lieutenant Hranoff, le candidat-officier Antonoff, le candidat-officier Zoureff, le feldwebel Alexo Popoff de Constantinople, le soldat Hane Manoloff Bitpazarsky, le détective Georgi Hopoff, etc., que tous leurs méfaits, dis-je, sont fatals pour la Bulgarie et qu'il faudra au moins dix ans pour réparer tout le mal que ces gens ont fait à la Bulgarie, au nom bulgare et à la population d'ici. Les mêmes méfaits ont été exécutés à Nich, ce dont j'ai déjà fait des rapports au G. Q. G., à Monsieur le président du gouvernement et à vous-même, Monsieur le Ministre, et cela en demandant une enquête rapide et impartiale. Personne alors n'a voulu m'entendre. Je tiens à votre disposition une enquête contenant les noms, les faits et les dates.

« Je voudrais vous communiquer également le fait typique que j'ai entendu à Leskovatz, fait démontré par les événements de Vlassotintze et d'ici, à savoir que le millionnaire Blagoye Ilitch Moundjisky, qui possède des fabriques à Vranska Bania, à Leskovatz et à Vlassotintze et qui a sa famille à Karlovo et dont un des membres paraît être un commandant bulgare, a été tué. Ilitch, qui était très riche, ne s'occupait pas de politique. Il portait toujours sur lui 100 à 120.000 lèves en dehors de sa montre, ses bagues, sa tabatière et d'autres objets de valeur. Tout cela lui a été enlevé dans le ravin de Sourdoulitza, dont le peuple d'ici fait déjà des chansons et en fera, hélas, encore ! Et ce même homme, avant d'être tué, a voulu donner à la Croix-Rouge bulgare un demi-million pour sauver sa vie. Mais les soldats préféraient s'emparer des 100 ou 120.000 lèves dont ils le savaient porteur. Ainsi il y a parmi nos hommes des gens qui, sans égard aux intérêts de la Bulgarie et de son armée valeureuse, se font des millions et des millions. Parmi ceux-ci, il y a aussi un certain sous-lieutenant Youroukoff, le commandant actuel de Sourdoulitza.

« Le colonel Kalkandjief lui-même a dit au fonctionnaire Karadjoff les paroles suivantes, qui en disent long : « Oui, je prends, je vole ! Voyez dans cette chambre, il y a beaucoup de divans, et sur chacun il y a un tapis. Eh bien, c'est mon brigadier, le colonel Kyriloff, qui les a pris. » Ces mots de Kalkandjief, prononcés au logement du colonel, m'ont été répétés par Karadjoff, chez moi, devant le lieutenant-colonel Dr Pavel Veltcheff, et je les ai répétés au colonel Kyriloff lui-même. D'après cela, vous pouvez vous imaginer la situation d'ici. Je suis à même de prouver par témoignage que deux soldats, de ceux qui ont assisté aux scènes terribles de Sourdoulitza, ont perdu la raison et que deux autres sont morts de crises de nerfs.

« Je n'oublierai jamais de ma vie les paroles que j'ai entendues de la bouche du feldwebel Popoff, le soir du 23 janvier de cette année, devant toute la famille de feu Zaphiroff et devant son frère : « J'ai déjà fait rouler beaucoup de têtes comme la tienne. Je la ferai rouler aussi ! »